

Insecurite Et Mobilisation Des Recettes Fiscales Au Mali

Insecurity And Tax Revenue Mobilization In Mali.

Auteur 1 : Souleymane OUONOGO.

Auteur 2 : Sory DOLO.

Auteur 3 : Issoufou SOUMAILA MOULEYE

Auteur 4 : Aminata KEITA

Souleymane OUONOGO

Enseignant-chercheur

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion,
Bamako, Mali !

Département d'économie

Sory DOLO

Enseignant-chercheur

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion,
Bamako, Mali

Département d'économie

ISSOUFOU SOUMAILA MOULEYE

Enseignant-chercheur

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion,
Bamako, Mali

Département d'économie

Aminata KEITA

Enseignante-chercheuse

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion,
Bamako, Mali

Département d'économie

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : OUONOGO .S , DOLO .S, SOUMAILA MOULEYE .I & KEITA .A (2024) « Insecurite Et Mobilisation Des Recettes Fiscales Au Mali», African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 23 » pp: 0528 – 0549.

Date de soumission : Mars 2024

Date de publication : Avril 2024



DOI : 10.5281/zenodo.11102445

Copyright © 2024 – ASJ



Abstract

Mali has been in the grip of a security crisis for several years. This situation has led to the closure of businesses and the relocation of the tax administration to the south of the country. The aim of this article is to study the impact of insecurity on tax revenue mobilization in Mali. The methodological approach used to achieve this objective is the Autoregressive Distributive Lag (ARDL) model. The data are for the period 1990-2021, and the results show that security conflicts significantly affect tax revenue mobilization in Mali over the long term. In the short term, they have no influence on tax revenue mobilization. Control variables such as the lagged values of one and two periods and the current and past share of industry in GDP have a positive and significant impact on tax revenue mobilization in Mali. In view of these results, peace must be promoted as the guarantor of security.

Key words: Conflict, tax revenue, ARDL.

Résumé

Le Mali est en proie depuis plusieurs années avec une crise sécuritaire. Cette situation a provoqué la fermeture des commerces et le déplacement de l'administration fiscale vers le Sud du pays. L'objectif de cet article est d'étudier l'incidence de l'insécurité sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali. L'approche méthodologique utilisée pour atteindre cet objectif est celle du modèle Autorégressif Distributif Lag (ARDL). Les données sont de la période 1990-2021. Les résultats montrent que les conflits sécuritaires nuisent significativement à la mobilisation des recettes fiscales au Mali à long terme. A court terme, ils n'ont pas d'influence sur la mobilisation des recettes fiscales. Les variables de contrôle telles que les valeurs retardées d'une et deux périodes, la part courante et passée de l'industrie dans le PIB agissent positivement et significativement sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali. Au regard de ces résultats, il faut promouvoir la paix qui est le garant de la sécurité.

Mots clés : Conflit, recette fiscale, ARDL.

Introduction

Les conflits armés se sont multipliés dans le monde ces dernières années. La guerre en Ukraine et le terrorisme dans les pays du Sahel ne sont que quelques exemples¹. Les conflits armés sont définis sur le plan conceptuel, comme des affrontements armés qui se produisent sur le territoire d'un Etat, entre le gouvernement d'une part et les groupes insurgés d'autre part (CICR,2008). Par conséquent, ils peuvent générer des pertes en vies humaines, des dommages économiques, sociaux et politiques importants (Krieger et Meierrieks,2011 ; Ismail et Amjad ,2014 ; Bayale ,2022 ; Elnahass et al. 2022 ; Bayale et Gado,2023). Le Mali fait face à une recrudescence des conflits armés depuis 2012 ayant fait de nombreuses victimes. Les rapports du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la situation au Mali révèle que 443 civils ont été tués entre janvier et mai 2020. De ce fait, en moyenne, trois civils meurent chaque jour en raison de l'insécurité. En 2019, 558 civils ont été tués durant la même période. Au total, les conflits ont fait plus de 12 000 victimes au Mali et 370 548 déplacés internes (DeMontbrial et David,2023). Les conflits armés sont plus récurrents au nord que dans les autres parties du pays. Une enquête réalisée par Coulibaly (2012) pour l'Afrobaromètre montre que le nord du pays est la région la plus touchée par les déplacements et les jeunes sont les concernés. Selon l'étude, les villes de Tombouctou, de Kidal et de Gao ont enregistré respectivement 35%, 33% et 21% de déplacés de plus de 18ans. Les conflits armés se sont progressivement diffusés au centre du pays, notamment dans la région de Ségou et Mopti. Les conflits armés dans ces régions réduisent les potentiels fiscaux de l'Etat dans la mesure où ils engendrent la fermeture des commerces et retrait de l'administration fiscale de ces localités. L'Etat, qui n'est plus présent dans ces zones de conflits, n'y a donc plus le contrôle. La préservation de la paix et de la sécurité est ainsi primordiale au développement de l'activité économique (Dunne et Tian, 2015 ; Manamperi, 2016 ; Kumar, 2017 ; Nagou et al.,2021 ; Maher et Zhao,2021). En matière de mobilisation de recettes fiscales, le ratio impôts/PIB du Mali a augmenté de 0,6 points de pourcentage entre 2019 et 2020, passant de 17,5 % en 2019 à 18,1 % en 2020. Sur dix ans, ce ratio a augmenté de 4,0 points de pourcentage passant de 14,1 % à 18,1 %. Le pays a enregistré son ratio le plus élevé en 2020, et le plus bas en 2000 avec respectivement des taux de pression fiscales de 18,1% et 11,4% (OCDE et al.,2022). Malgré ces performances, le pays n'a jamais atteint le plancher de 20% du PIB fixé dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA au titre de la pression fiscale. Plus alarmant, le Mali semble loin de son potentiel fiscal, car le

¹ La région du Sahel est composée : du Burkina Faso, le Cameroun, la Gambie, La Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Tchad.

pays aurait pu mobiliser 15,5% du PIB en 2020 mais n'a pu atteindre que 13,3% du PIB (FMI, 2021), ce qui témoigne d'une marge considérable de recouvrement des recettes. Avec une moyenne de 12,8% au cours des deux dernières décennies (2000-2020), le pays occupe l'avant dernière position sur les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (BAD, 2020). Pourtant, le Mali a entrepris des réformes depuis un certain nombre d'année en vue d'accroître son potentiel fiscal. Ces réformes ont porté sur l'élargissement de l'assiette fiscale notamment la taxation du secteur informel, le renforcement du recouvrement des recettes fiscales et douanières, la gestion des exonérations et la modernisation des administrations fiscales, douanières et domaniales. Le manque de réformes fiscales qui semble être à l'origine de cette faiblesse de mobilisation des recettes fiscales n'en n'est pas la seule cause car les conflits armés réduisent la capacité de mobilisation des recettes fiscales de l'Etat (Gupta et al. 2002 ; Addison et al., 2004; Besley et Persson ,2008 ; Rodríguez ,2016 ; Ndoricimpa ,2021). Cet article fait une analyse de l'effet des conflits armés sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali. En vue d'atteindre cet objectif, la suite du travail s'articule en quatre sections à savoir : la revue de la littérature dans la deuxième section, la troisième section est consacrée aux faits stylisés, la présentation et l'analyse des résultats obtenus feront l'objet de la quatrième section, enfin, la dernière section conclura et déduira des implications de politique économiques.

1.Revue de littérature

La mobilisation des recettes fiscales en période d'insécurité a fait l'objet de travaux intenses qui peuvent être regroupés en deux catégories. Un premier groupe de travaux basés sur les expériences de certains pays en période de conflits considère que les conflits améliorent les recettes fiscales (Tilly, 1990 ; Downing ,1992 ; Ertman, 1997 ;Addison et al., 2004). En effet, selon ces auteurs, les conflits augmentent le désir des gouvernements de lever les recettes fiscales pour faire face aux coûts de la guerre, tandis que les conflits peuvent rendre les citoyens plus disposés à supporter les charges fiscales. Selon Tilly (1990), les conflits internes renforcent la capacité de mobilisation des recettes fiscales des Etats. Dans l'extension des travaux de Tilly, Besley et Persson (2014) ont montré que la part des pays utilisant des retenues à la source a doublé pendant la Seconde Guerre mondiale. Leroy (2007) explique qu'en temps de paix, les interventions publiques sont limitées par la réticence à payer l'impôt, alors que la guerre augmente la tolérance à l'impôt. En Amérique latine, Soifer (2015) a constaté que la prévalence des conflits a joué un rôle crucial dans l'extension de l'État au XIXe siècle, et Rodríguez (2016) constate que les élites colombiennes de Bogota ont commencé à soutenir le renforcement de l'État par de nouveaux impôts au début des années 2000, après plusieurs décennies de conflit

interne. Le gouvernement du Sri Lanka avait entrepris une série de réformes en termes de mobilisation fiscale pour financer le budget de la défense, ce qui a entraîné une augmentation de plus d'un milliard de dollars US des recettes fiscales par an avant les accords de paix avec les rebelles tamouls (FMI, 1999). Un second groupe de travaux trouve au contraire que les conflits ont un effet négatif sur la mobilisation des ressources fiscales (Gupta et al. 2002, Addison et al. 2004). Ces auteurs soulignent que les conflits peuvent détruire une partie de l'assiette fiscale et affaiblir l'efficacité de l'administration fiscale. Par exemple, Ndikumana (2001) note qu'après l'éclatement d'un conflit armé dans deux pays d'Afrique, non seulement l'assiette fiscale s'est effondrée, mais l'administration fiscale a également été entravée. Avec le retour de la paix et la reprise d'une production normale dans l'un des deux pays, les recettes fiscales se sont progressivement rétablies et ont dépassé en 1998 le niveau d'avant le conflit. Dans une étude sur la mobilisation des recettes fiscales dans un contexte de conflit, Boogaard et al. (2016), n'ont trouvé la preuve d'aucun impact positif des conflits civils sur la collecte des recettes fiscales. Besley et Persson (2008) ont trouvé que les conflits internes ont un impact négatif sur la capacité de l'État à mobiliser les recettes fiscales. Dans une étude plus récente, Ndoricimpa (2021), trouve que les taxes sur les biens et services sont négativement associées aux conflits civils au Burundi.

2. Faits stylisés

Il sera question de faire une analyse des faits stylisés des recettes fiscales et des conflits au Mali dans cette section.

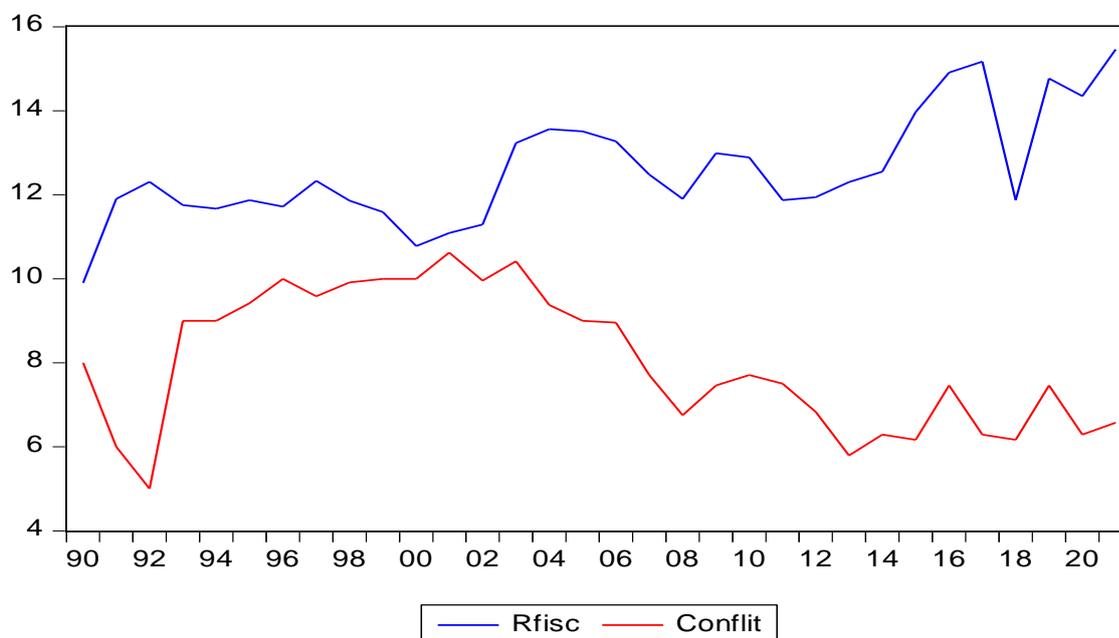
Tableau 1 : Décomposition des recettes fiscales au Mali en 2022 et les prévisions de 2023 en milliers de francs CFA

	Initiales 2022	Prévisions 2023
Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	444 831 000	634 519 000
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	4 306 000	19 206 000
Impôts sur le Patrimoine	5 850 000	5 120 000
Autres impôts directs	111 545 000	115 206 000
Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	959 718 800	816 761 130
Droits de timbre et d'enregistrement	66 278 000	62 656 000
Droits et taxes à l'importation	200 840 000	239 638 000
Autres recettes fiscales	5 239 200	3 975 450
RECETTES FISCALES	1 798 608 000	1 897 081 580

Source : Auteurs à partir du Budget d'Etat (Recettes, 2023).

Le tableau 1 montre les différentes composantes des recettes fiscales en 2022 et les prévisions de 2023. On peut constater que les impôts et taxes intérieurs sur les biens et services constituent la source principale des recettes fiscales. Cette composante est suivie des impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital et des droits et taxes à l'importation. Par contre, les impôts sur les salaires versés et autres rémunérations représentent la plus faible contribution aux recettes fiscales en 2022 et les prévisions montrent que les impôts sur le patrimoine en sont pour l'année 2023. On remarque également que les recettes fiscales devraient augmenter en 2023 malgré la situation sécuritaire du pays. La figure 1 met en évidence l'évolution des recettes fiscales et des conflits au Mali.

Figure 1 : Evolution comparée des recettes fiscales et des conflits internes au Mali sur la période 1990-2021



Source : Réalisée à partir de Eviews.

De la figure 1, il ressort deux périodes d'observations : la période avant 2002 et après 2002. On constate qu'avant l'année 2002, les recettes fiscales et les conflits ont évolué dans le même sens excepté l'année 1992. En effet, on note une baisse progressive des recettes fiscales et une diminution de l'intensité des conflits internes (hausse progressive de la courbe des conflits). Après 2002, les recettes fiscales n'ont cessé de progresser significativement malgré le pic de 2018. Cette hausse des recettes fiscales s'est accompagnée par une intensification des conflits (Baisse de la courbe des conflits).

3. Démarche méthodologique de l'étude

3.1. Le modèle théorique

Le modèle théorique qui motive notre travail empirique repose sur les déterminants de la capacité fiscale de l'Etat. Ce modèle fut développé par Besley et Persson (2008) et sera repris par Chowdhury et Murshed (2013). Les auteurs dans leurs développements considèrent deux groupes sociaux (S) : un groupe gouvernemental et un autre dans l'opposition, notés par les indices I et O respectivement. Trois cas de cas de figure dont le premier caractérisé par des biens publics d'intérêt commun sont examinés. Ensuite, situation dans laquelle chaque groupe bénéficie d'un bien spécifique fourni par l'Etat. Enfin un scénario de guerre civile pure et simple (ou, de manière équivalente, un État répressif) lorsque les deux groupes se disputent un prix ou une rente, et qu'il n'y a pas de biens publics d'intérêt commun entre les groupes politiques. La suite, l'analyse théorique est réduite à un processus de prise de décision à une période qui a des implications, à la fois pour le présent et pour l'avenir, car l'investissement actuel dans la capacité de l'État améliore les revenus actuels et futurs, à moins qu'il n'y ait une guerre interne. Pour commencer par le premier (scénario de l'intérêt commun), l'utilité (U_I) du groupe au pouvoir est ²:

$$U_I = G_S + [1 - t_I] (G_S) Y_I(G_S) + \varphi R \quad (1)$$

Pour l'opposition :

$$U_O = G_S + [1 - t_O] (G_S) Y_O(G_S) + (1 - \varphi) R \quad (2)$$

G_S fait référence à la fourniture de biens publics d'intérêt national commun aux deux groupes de la société. Ils améliorent directement l'utilité des deux groupes sociaux de manière égale. Ces biens sont non exclusifs et non rivaux, et améliorent également la productivité de la production nationale.

En d'autres termes, il ne s'agit pas uniquement de dépenses militaires destinées à la défense contre un ennemi extérieur commun, comme le soulignent Besley et Persson (2008), mais également de dépenses dans le secteur social, notamment dans les domaines des infrastructures, de la santé et de l'éducation, qui améliorent la productivité de l'économie et favorisent la croissance³. Le paramètre t fait référence au taux d'imposition sur le revenu Y pour financer le bien public pour le groupe I dans l'équation (1) et pour le groupe O dans l'équation (2). Par

² Nous supposons que chaque groupe a résolu le problème de l'action collective et que les contraintes de participation et de compatibilité des incitations des membres du groupe ont été respectées.

³ G_S peut être composée des dépenses du secteur social, S_s , et des dépenses militaires (sécurité), MS . Une augmentation des dépenses militaires peut donc évincer les dépenses du secteur social d'un budget donné.

conséquent, $[1 - t]$ Y représente le revenu disponible. La capacité à générer des revenus augmente avec la fourniture du bien public d'intérêt commun, ce qui renforce la capacité fiscale de l'État. Une valeur élevée de G_S peut également indiquer des institutions de meilleure qualité, puisque la capacité (fiscale) de l'État est plus grande. Le dernier terme R fait référence à une rente, qui est partagée selon une règle partisane⁴. Une fraction ϕ revient au groupe sortant dans l'équation (1), et une proportion $1 - \phi$ est la part de l'opposition dans (2). On peut aussi considérer ϕ comme la probabilité pour le groupe au pouvoir de rester au pouvoir au cours de la période suivante, et $(1 - \phi)$ comme la probabilité pour l'opposition d'accéder au pouvoir au cours de la période suivante ; l'intérêt personnel éclairé (une règle qui ne produit pas de conflit latent ou ouvert) dicte que ces valeurs correspondent à la part de la population du groupe. Parfois, un dictateur éclairé peut choisir les parts (ϕ et $1 - \phi$) selon une règle qui reflète la taille de la population et le poids politique, en utilisant effectivement l'inclusivité pour éviter d'avoir à combattre ou à réprimer l'opposition. Notons que l'hypothèse selon laquelle, la rente (qu'elle soit basée sur les ressources naturelles, le favoritisme ou l'aide étrangère) ne renforce pas la capacité de l'État, même si elle est utilisée pour la fourniture de biens publics plutôt que pour la distribution privée. Ceci est conforme aux arguments de Ghani et Lockhart (2008) selon lesquels l'aide étrangère ne renforce pas la capacité de l'État, mais peut être une source alternative (étrangère) de fourniture de biens publics, ainsi qu'à l'affirmation de Ross (2001) selon laquelle lorsque les rentes de ressources financent des biens publics, évitant ainsi la nécessité de taxer, cela retarde la responsabilité de l'État et le développement démocratique (pas d'imposition, pas de représentation). Dans les équations (1) et (2), la rente, R, est prise en compte dans l'utilité de manière additive et séparable, de sorte que l'augmentation de Y et de R accroît l'utilité. Cependant, pour maintenir une utilité constante face à une baisse de R, il faut une augmentation de Y, ce qui nécessite une capacité de l'État. De même, les pays qui connaissent une explosion des ressources peuvent être moins incités à renforcer les capacités de l'État si leur dépendance à l'égard du revenu produit, Y, diminue, ce qui entraîne des effets de syndrome hollandais classique tant dans leur sphère macroéconomique que politique.

En maximisant les utilités dans (1) et (2) par rapport à G_S et au cadre, nous obtenons :

$$1 + (1 - t_I)Y_{IG} = t_{IG}Y_I \quad (3)$$

Et :

$$1 + (1 - t_O)Y_{OG} = t_{OG}Y_O \quad (4)$$

⁴ Dans le cas des redevances sur les ressources naturelles, il s'agit d'une rente, c'est-à-dire du revenu disponible après les coûts d'extraction.

Dans les équations (3) et (4), les bénéfices marginaux du bien public à intérêt commun se trouvent dans la partie gauche et les parties droites correspondent aux coûts marginaux. Un indice supplémentaire, tel que G , fait référence à une dérivée partielle par rapport à cette variable. Dans cet équilibre d'intérêt national commun, l'État égalise les taux d'imposition pour les deux groupes ($t_I = t_O$), et les deux groupes l'acceptent volontairement car cela améliore le revenu individuel, collectif et national. Il s'agit également du résultat utilitaire (le plus grand bien du plus grand nombre). Que se passe-t-il s'il existe un certain degré de polarisation et de division entre les deux groupes ? Dans ce cas, nous pouvons réécrire les fonctions d'utilité (1) et (2) comme suit :

$$U_I = \alpha G_I + [1 - t_I](G_I)Y_I(G_I) + R \quad (5)$$

$$U_O = (1 - \alpha)G_O + [1 - t_O](G_O)Y_O(G_O) \quad (6)$$

Où :

$$G_S = \alpha G_I + [1 - \alpha]G_O$$

Dans ce cas, le bien public à intérêt commun s'apparente à un bien spécifique à un groupe (Cornes et Sandler, 1996). Ces biens ne sont pas rivaux et chaque membre du groupe peut en jouir, mais d'une manière ou d'une autre, le groupe extérieur peut en être exclu. C'est ce qui se passe dans les États multiethniques, avec des langues, des religions, des histoires de division et des dotations économiques très différentes. Dans ce cas, l'État collecte les recettes pour le bien public et répartit une fraction α entre son propre groupe et une proportion $(1 - \alpha)$ entre l'opposition. On peut supposer que plus l'État est divisé, plus α augmente, et dans la limite de ($\alpha \rightarrow 1$), nous avons un État complètement partisan qui taxe l'opposition mais ne lui donne aucun avantage, préférant s'approprier tous les revenus pour son propre groupe. Seul le groupe gouvernemental bénéficie de la rente, R , et aucune réflexion n'est menée sur les conséquences futures de l'exclusion de l'opposition. La maximisation de (5) et (6) par rapport à G_I et G_O donne :

$$\alpha + [1 - t_I]Y_{IG} = t_{IG}Y_I \quad (7)$$

Et:

$$\alpha + [1 - t_O]Y_{OG} = t_{OG}Y_O \quad (8)$$

Si l'on compare (7) et (8) avec (3) et (4), cette situation n'entraîne pas nécessairement une diminution de la fourniture des biens publics, mais peut susciter des demandes d'autonomie accrue (si α est plus que proportionnel à la part de la population du groupe au pouvoir) et des appels au fédéralisme fiscal en termes de fixation des taux d'imposition et de décision sur les priorités en matière de dépenses publiques. Ici, t_I , G_I et t_{OG} ne sont pas nécessairement égaux.

Enfin, nous avons la possibilité d'une répression pure et simple de l'opposition par le pouvoir en place et d'une guerre civile. Dans ce cas, $\phi = 1$, sans fourniture nationale de biens publics à l'opposition. De même, les biens publics n'ont pas d'utilité directe, bien qu'ils augmentent indirectement l'utilité du groupe au pouvoir en augmentant la productivité des biens privés. Les utilités des deux groupes deviennent :

$$U_I = [1 - t_I(G_I, F_I)]Y_I(G_I, F_I) + \psi(F_I)R \quad (9)$$

$$U_O = [1 - t_O]Y_O(F_O) \pm [1 - \psi](F_O)R \quad (10)$$

Ici, les deux parties se disputent violemment la rente R , en utilisant un effort de combat F ; ψ et $(1 - \psi)$ sont les probabilités de succès dans cette guerre civile pour le gouvernement et les rebelles (opposition), correspondant à une fonction de succès de contestation de type Tullock (1967)⁵. Nous postulons également que la guerre civile a une influence négative sur le revenu des deux parties, en raison de l'effet négatif sur les institutions existantes, des dommages causés aux infrastructures et des dotations de chaque groupe. Pour le gouvernement (ou le groupe gouvernemental), il existe toujours un bien public spécifique au groupe (en plus de ses dépenses de lutte contre les rebelles) qui augmente le revenu du groupe, et dont les impôts totaux doivent maintenant financer également la lutte contre l'opposition :

$$G_I = t_I Y_I - F_I \quad (11)$$

Il y a moins de ressources disponibles pour améliorer la croissance et la productivité. Le groupe d'opposition dispose d'une dotation, Y_O , dont une partie, t_O , est taxée pour financer son effort de guerre, et il n'existe pas de biens publics spécifiques au groupe qui améliorent la productivité de l'opposition. Maximiser (9) et (10) par rapport à F_I et F_O :

$$\psi_{F_I} R + [1 - t_I] Y_{I F_I} = t_{F_I} Y_I \quad (12)$$

$$[1 - \psi]_{F_O} R + [1 - t_O] Y_{O F_O} = t_{F_O} Y_O \quad (13)$$

Les parties gauches représentent le bénéfice marginal du combat (gain de la rente ou du prix) et la partie droite son coût marginal. Observez que le deuxième terme du côté gauche est négatif : la guerre civile a un impact négatif sur le revenu en sapant les institutions et en raison des dommages collatéraux causés aux dotations. Il est clair que l'incitation à combattre l'autre faction augmente avec la valeur des rentes de ressources (R) disponibles pour la capture par l'un ou l'autre groupe par rapport à la perte de revenu due à la guerre civile. Par conséquent, la guerre civile sera d'autant moins probable que la part du revenu produit (Y). La maximisation de (11) par rapport à G_I donne :

⁵ La probabilité de succès dépend de l'effort militaire propre par rapport à l'effort militaire total des deux parties, pondéré à la hausse ou à la baisse par un paramètre de décision militaire.

$$[1 - t_I]Y_{IG} = t_{IG}Y_I \quad (14)$$

Le bénéfice marginal du bien public (Y_{IG}) sera plus faible qu'auparavant (en utilisant (11)), et le coût marginal (t_{IG}) sera à nouveau plus élevé d'après (11). Certaines recettes doivent être consacrées à la lutte contre les rivalités internes, ce qui n'augmente pas la capacité de l'État ni la productivité des revenus générés. Ainsi, en cas de guerre civile, l'investissement dans les capacités de l'État est moindre, même si on le compare aux résultats des groupes non violents (7) et (8), et nul pour l'opposition ; une grande partie des recettes est utilisée pour lutter contre un ennemi intérieur. En outre, au cours d'une guerre civile, les capacités et les institutions existantes de l'État peuvent également être mises à mal. Il existe donc une double causalité (inverse) qui peut être opérationnelle pendant une guerre civile : elle crée moins d'incitations à l'investissement dans les capacités de l'État ; les capacités de l'État qui existent peuvent se dégrader, ce qui a pour effet de réduire les ressources de l'État. Dans un équilibre purement répressif, où l'opposition est incapable d'organiser un défi contre le groupe au pouvoir, $\psi = 1$, et où le gouvernement utilise une partie de ses ressources (F_I) pour réprimer un groupe d'opposition qui n'est pas en mesure de riposter, R n'est pas contestable entre les deux parties, et bien sûr le pouvoir en place (l'État) ne partage pas les rentes ou les biens publics avec les groupes rivaux.

3.2. Le modèle empirique

Dans la mesure où certaines variables sont stationnaires à niveau et d'autres en différence première, nous utilisons un modèle Autorégressive Distributive Lag (ARDL) pour estimer l'effet des conflits sur les recettes fiscales au Mali. Ce modèle qui fut développé par Pesaran & Shin (1998), Pesaran et al (2001) présente des avantages comparativement aux autres modèles de cointégration. D'abord le test ARDL ne nécessite pas que toutes les variables étudiées soient intégrées du même ordre et il peut être appliqué lorsque les variables sous-jacentes sont intégrées d'ordre un, d'ordre zéro. Ensuite, est relativement plus efficace dans le cas de données d'échantillons de petite taille et finis. Enfin, la technique ARDL donne des estimations non biaisées du modèle de long terme (Harris & Sollis, 2003). Ainsi, le modèle ARDL retenu peut s'écrire comme suit :

$$\begin{aligned} \Delta Rfisc_t = & \alpha_0 + \sum_{i=1}^p \alpha_{1i} \Delta Rfisc_{t-i} + \sum_{i=0}^q \alpha_{2i} \Delta conflit_{t-i} + \sum_{i=0}^q \alpha_{3i} ouv_{t-i} + \\ & \sum_{i=0}^q \alpha_{4i} Vajagr_{t-i} + \sum_{i=0}^q \alpha_{5i} Vajind_{t-i} + \beta_1 Rfisc_{t-1} + \beta_2 conflit_{t-1} + \beta_3 ouv_{t-1} + \\ & \beta_4 Vajagr_{t-1} + \beta_5 Vajind_{t-1} + \varepsilon_t \quad (15) \end{aligned}$$

Où R_{fisc} est le ratio des recettes fiscales totales rapportées au PIB ou le taux de pression fiscale, $conflict$ désigne l'intensité des conflits internes, ouv , l'ouverture commerciale, $Vajagr$, valeur ajoutée agricole et $Vajind$, la valeur ajoutée industrielle. Avec Δ : opérateur de différence première ; α_0 : constante ; $\alpha_1 \dots \alpha_5$: effets à court terme ; $\beta_1 \dots \beta_5$: dynamique de long terme du modèle ; $e \sim iid(0, \sigma)$: terme d'erreur (bruit blanc).

3.3. Description des variables et sources des données

3.3.1. La variable dépendante

La variable dépendante est le ratio des recettes fiscales rapporté au PIB. Les données sont issues de la Banque Mondiale (World Development Indicators, 2022).

3.3.2. Variable explicative

La variable explicative du modèle est l'intensité des conflits internes. Cette variable permet de capturer l'insécurité au Mali. Elle est mesurée par des scores pour chaque pays sur la base des guerres civiles ou menaces de coup d'Etat, du terrorisme ou des violences politiques et le désordre civil. Le plus grand score est attribué aux pays où il n'y a pas d'opposition armée ou civile au gouvernement et où le gouvernement ne se livre pas à des violences arbitraires, directes ou indirectes, contre sa propre population. Le score le plus faible est attribué à un pays plongé dans une guerre civile en cours. Les données proviennent de l'international country risk guide (ICRG, 2022). On attend un effet négatif de cette variable sur les recettes fiscales au Mali.

3.3.3. Variables de contrôle

Ouverture commerciale

L'ouverture d'une économie au commerce international permet à l'Etat de bénéficier de la fiscalité de porte, à travers la mobilisation des taxes à l'exportation et à l'importation, favorisant une augmentation des recettes fiscales (Trinnou, 2021). L'effet de l'ouverture commerciale sur les recettes fiscales dans la littérature est ambigu. D'une part elle exerce un effet négatif sur les recettes fiscales (Ndour, 2016 ; Busse et al. 2006 ; Khattry and Rao, 2002). D'autre part, elle affecte positivement les recettes fiscales (Immurana et al. (2013) ; Pupongsak, 2009 ; Agbeyegbe et al, 2004). L'ouverture commerciale est calculée par la somme des exportations et importations de biens et services rapportée au PIB. Elle affecte un effet positif et significatif sur les recettes fiscales au Mali. Les données utilisées sont de la Banque Mondiale (World development Indicators, 2022).

Valeur ajoutée agricole

La relation entre la valeur ajoutée agricole (part de l'agriculture dans le PIB) et les conflits à fait l'objet d'intenses travaux dont les conclusions sont divergentes (Amao, 2011 ; Gupta, 207 ; Stostky et Wolde, 1997). On attend un signe négatif du coefficient de cette variable. Les données proviennent de la Banque Mondiale (World development Indicators, 2022).

Valeur ajoutée industrielle

La valeur ajoutée du secteur industriel est un facteur explicatif de la dynamique des recettes fiscale. Selon Ndour (2016), il existe une relation positive entre la valeur ajoutée industrielle et les conflits. On s'attend à un effet positif de cette variable sur les recettes fiscales au Mali. Les données sont issues de la Banque Mondiale (World development Indicators, 2022). Le tableau 2 ci-dessous donne un récapitulatif des variables explicatives et les différents signes attendus.

Tableau 2 : Variables et signes attendus

Variables explicatives	Signes attendus
Conflits (conflit)	-
Corruption (corr)	-
Ouverture commerciale (ouv)	+
Valeur ajoutée agricole (Vajagr)	-
Valeur ajoutée industrielle	+

Source : Auteurs

Le tableau 3 ci-dessous donne des informations sur la corrélation entre les variables du modèle.

Tableau 3 : Analyse de corrélation entre les variables

Variables	CONFLIT	CORR	RFISC	TXOUV	VAJAGR	VAJIND
CONFLIT	1					
CORR	0,1225	1				
RFISC	-0,3748	-0,0500	1			
TXOUV	-0,4592	-0,1680	0,0349	1		
VAJAGR	-0,4441	0,0429	0,0203	0,0890	1	
VAJIND	0,0634	-0,2435	0,3844	-0,1045	-0,5301	1

Source : Les auteurs à partir des données de Banque mondiale 2022.

Du tableau 3, il ressort qu'il existe une relation négative entre les recettes fiscales et les conflits internes au Mali. Il en est de même pour la corruption et les recettes fiscales. Par contre, la relation entre l'ouverture commerciale, la valeur ajoutée agricole et la valeur ajoutée industrielle est positive.

4. Résultats obtenus et analyses

4.1. Statistiques descriptives

Le tableau 4 présente les résultats des statistiques descriptives des variables du modèle.

Tableau 4 : Analyse des statistiques descriptives

	Recettes fiscales (rfisc)	Conflits (conflit)	Ouverture commerciale (txouv)	Valeur ajoutée agricole (Vajagr)	Valeur ajoutée industrielle (Vajind)
Moyenne	0,124	8,051	0,012	0,383	0,227
Médiane	0,123	7,708	0,011	0,393	0,237
Maximum	0,154	10,625	0,018	0,415	0,286
Minimum	0,091	5,000	0,095	0,330	0,165
Ecart type	0,014	1,611	0,020	0,025	0,035
Somme	4,121	265,701	0,395	12,646	7,497
Observations	33	33	33	33	33

Source : Construction des auteurs à partir de Eviews.

D'après le tableau 4, le taux de pression fiscale au Mali est de 12,4% en moyenne pour les 33 observations. La dispersion autour de la moyenne enregistrée est de 1,4%. Le taux maximum est de 15,4%, contre un taux minimum de 9,1%. Le pays a enregistré un score moyen en termes d'intensité de conflits de 8,051 sur la période de l'étude. La répartition de l'intensité de ces conflits autour de la moyenne est de 1,611. Le score maximum est de 10,625, tandis que le minimum de score enregistré est de 5,000 pour l'échantillon des 33 observations. Avec une moyenne de 1,2% comme degré d'ouverture moyen, l'échantillon des 33 observations a enregistré un taux d'ouverture maximum de 1,8% contre un taux minimum de 9,5%. La part de l'agriculture dans le PIB est de 38,3% alors qu'elle est de 22,7% pour le secteur industriel. Les plus grandes valeurs ajoutées sont de 41,5% pour l'agriculture et de 28,6% pour l'industrie. La valeur ajoutée minimum de l'agriculture est de 33% et celle de l'industrie s'élève à 16,5%.

4.2. Test de racine unitaire

La détermination du modèle approprié impose le test de racine unitaire sur chacune de nos variables. A cet effet, nous utilisons celui de Dickey Fuller Augmenté (ADF) dont l'hypothèse nulle correspond à la non stationnarité de la série (présence de racine unitaire).

Tableau 5 : Résultats des tests de racine unitaire

Variables	En niveau		En différences premières	
	t-statistic	Prob	t-statistic	Prob
Recettes fiscales (rfisc)	-4.412174	0.0096	-	-
Conflits (conflit)	-	-	-5.932894	0.0002
Ouverture commerciale (ouv)	-	-	-4.042670	0.0175
Valeur ajoutée agricole (VAjagr)	-	-	-8.825833	0.0000
Valeur ajoutée industrielle	-	-	-6.202912	0.0001

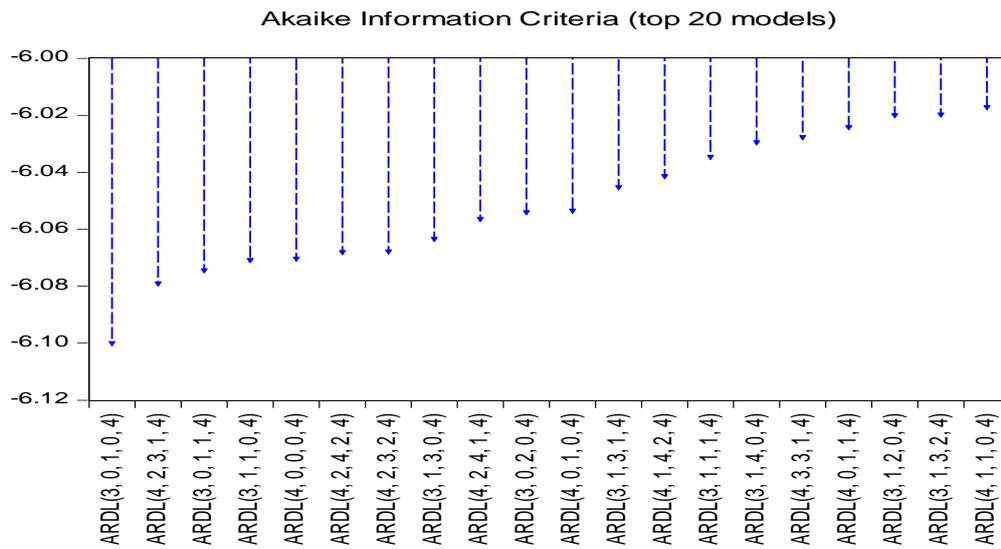
Source : Construction des auteurs

Les résultats du tableau 5 montrent que les variables recettes fiscales, corruption et ouverture commerciale sont stationnaires à niveau. Par contre, les variables conflit et valeur ajoutée agricole sont stationnaire en différence première. Il en résulte que le modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL) proposé par (Pesaran & Shin, 1998) et Pesaran et al. (2001) est le modèle approprié pour estimer l'effet des conflits sécuritaires sur les recettes fiscales au Mali.

4.3. Détermination du retard optimal

Le critère retenu pour la détermination du retard optimal des variables de notre modèle est celui de Akaike (AIC).

Figure 2 : Détermination du retard optimal



Source : Construction des auteurs à partir d’EViews 10.

Les résultats montrent que le modèle ARDL (3, 0, 1, 0, 4) a la valeur du SIC la plus petite, par conséquent, nous retenons ce modèle pour nos estimations.

4.3. Test de Cointégration

Afin de savoir s’il existe ou pas une relation de long terme entre les différentes variables, nous avons utilisé le test de cointégration proposé par Pesaran et al. (2001).

Tableau 6 : Résultats du test de Bound (Bound test)

F-stat calculée	7,637493
Valeur Critique au seuil de 5% de Bound	2,86 (inférieure)
	4,01 (supérieure)

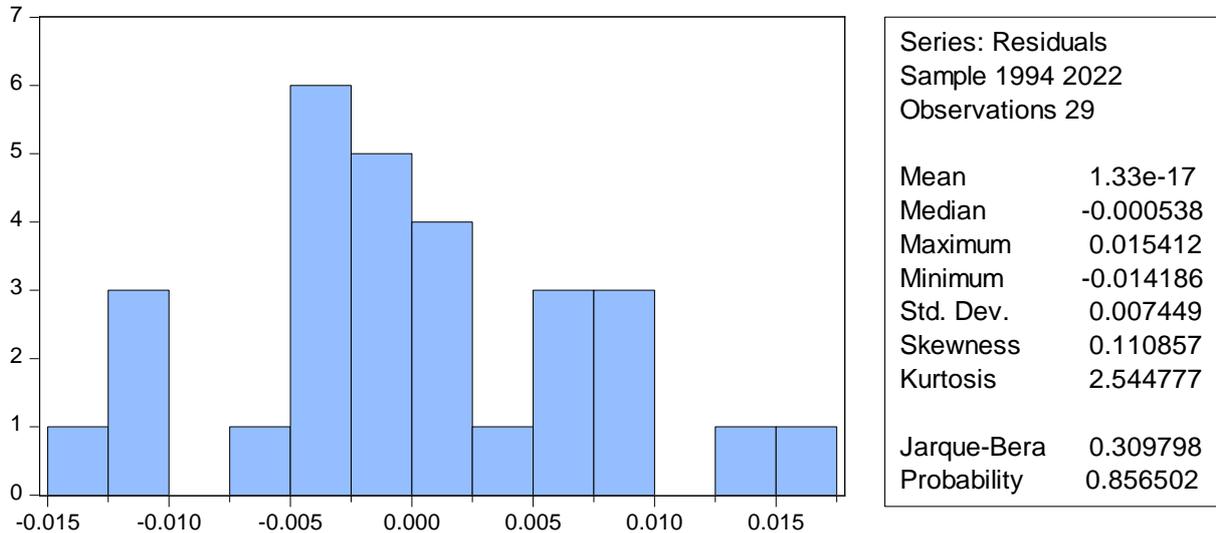
Source : Construction des auteurs

La F-stat calculée correspondant à l’hypothèse nulle de l’inexistence de relation de long terme entre les variables est de 7,637493. Cette valeur est largement au-dessus de la borne supérieure du Bound de l’intervalle de valeur critique de 95% (2,86 ; 4,01). Nous rejetons ainsi l’hypothèse nulle selon laquelle il n’existe pas de relation de long terme entre les variables et acceptons l’existence d’une cointégration entre les variables Rfisc, conflit, ouv ,vajagr et vajind. Plusieurs autres tests de validation du modèle ont été effectués à savoir les tests de normalité des résidus de Jarque-Bera et d’hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey.

4.4. Test de normalité des résidus

Les résultats du test de vérification de la normalité des résidus sont donnés par la figure 3 suivante.

Figure 3 : Résultats du test de normalité des résidus



Source : Construction des auteurs à partir d’EViews 10.

Les résultats des tests de Jarque-Bera et d’hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey sont résumés dans le tableau 7 ci-dessous.

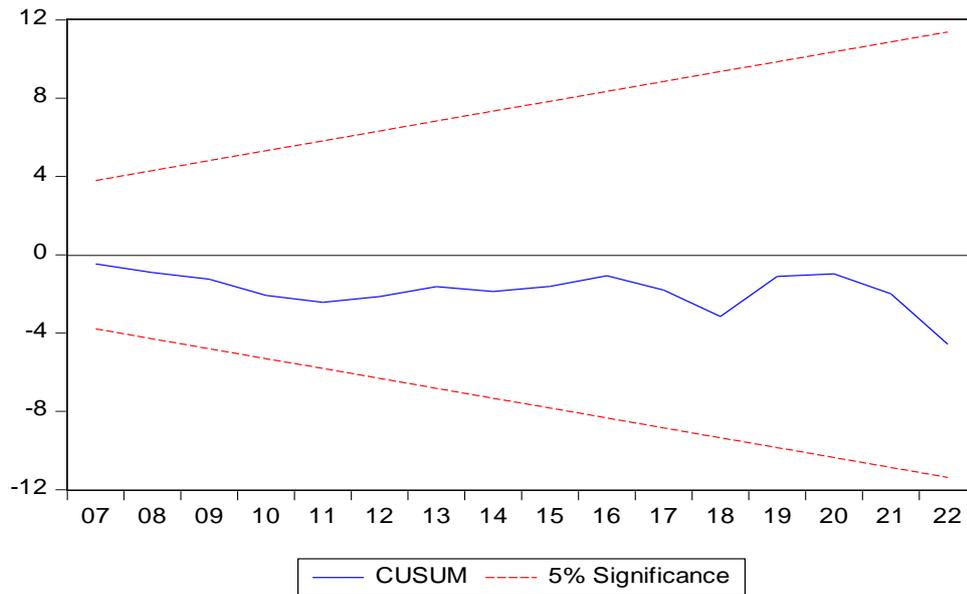
Tableau 7: Récapitulatif des différents tests

Intitulé	Probabilité
Test de normalité des résidus	0,856502
Test d’hétéroscédasticité	0,0014

Source : Construction des auteurs

La probabilité du test de Jarque-Bera est de 0,212732 (supérieur à 5%), donc les résidus ne suivent pas une loi normale au seuil de 5%. De plus, le test d’hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey indique que le modèle n’est pas homoscédastique car la statistique de Fisher calculée est inférieure à la Fisher lue au seuil de 5%. Autrement dit, il y a présence d’hétéroscédasticité. Le test du Cusum illustré par la figure 4 ci-dessous montrent que le modèle est globalement stable. Donc les coefficients de la régression sont stables.

Figure 4 : test de stabilité de Cusum



Source : Construction des auteurs à partir d'EVIEWS 10.

4.5. Analyses des résultats de l'estimation

Le tableau 8 ci-dessous présente les résultats des estimations de long et court terme.

Tableau 8: Les résultats des estimations

Résultats de long terme			
Variabes	Coefficients	Ecart types	Probabilités
CONFLIT	-0,005315***	0,001333	0,0011
TXOUV	-0,011618	0,008101	0,1708
VAJAGR	0,051733	0,073252	0,4902
VAJIBD	0,055983	0,069899	0,4349
EC =	RFISC - (-0.0053*CONFLIT - 0.0116*TXOUV + 0.0517*VAJAGR+ 0.0560*VAJIND)		
Résultats de court terme			
Cons	0,283815***	0,041187	0,0000
D(RFISC(-1))	1,069901***	0,291331	0,0021
D(RFISC(-2))	0,978986***	0,212321	0,0003
D(TXOUV)	0,019377	0,015605	0,2322
D(VAJIND)	0,225609**	0,097900	0,0349
D(VAJIND(-1))	0,145668**	0,095871	0,0349
D(VAJIND(-2))	-0,057380	0,098959	0,5701
D(VAJIND(-3))	0,370634***	0,114308	0,0051
CointEq(-1)	-1,900092***	0,275017	0,0000
R ²	0,786410		
R ² -ajustée	0,700974		
Prob(F-statistic)	0,000030		

Source : construction des auteurs à partir d'EVIEWS.

Note : (***) , (**) seuil de 1% et 2%.

Il ressort des résultats de l'estimation du modèle Autorégressif à retard échelonné que les variables sont significatives aux seuils de 1% ou 5%. A long terme, les conflits internes ont une influence négative et très significative sur les recettes fiscales au Mali. Cela signifie qu'une intensification des conflits provoque la baisse des recettes fiscales de l'Etat. Ce résultat corrobore les travaux fiscaux (Gupta et al. 2002 ; Addison et al. 2004 ; Besley et Persson, 2008 ; Rodríguez, 2016 ; Ndoricimpa, 2021) qui ont trouvé que les conflits internes réduisent les capacités de l'Etat à mobiliser les recettes fiscales. A court terme seuls, les variables de contrôle telles que les valeurs retardées d'une période, de deux périodes des recettes fiscales, la valeur ajoutée courante de l'industrie et son niveau passé expliquent le niveau courant des recettes fiscales. Les conflits internes n'ont aucune influence sur les recettes fiscales. Les valeurs retardées d'une et deux périodes présentent des coefficients positifs et significatifs, ce qui signifie que les volumes passés des recettes fiscales augmentent leur niveau présent. La part courante et passée de l'industrie dans le PIB ont des effets positifs et significatifs au seuil de 5% sur les recettes fiscales. Ainsi une augmentation de la valeur ajoutée industrielle améliore les recettes fiscales. On constate également que le coefficient de la force de rappel vers l'équilibre, $CointEq(-1) = -1,900092$ est négatif et significatif au seuil de 1%, ce qui traduit l'existence d'un mécanisme de convergence vers la cible de long terme. Ainsi, le degré auquel la variable conflit sera rappelée vers la cible de long terme est estimé à $(-1,900092)$ pour notre modèle ARDL, exprimant un ajustement relativement rapide à la cible de long terme.

Conclusion et implications de politique économique

L'objectif de cet article était de d'analyser l'incidence de l'insécurité liée aux conflits armés sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali. Pour atteindre cet objectif, un modèle ARDL a été utilisé sur la période 1990-2021. Il ressort de nos investigations que les conflits armés ont un effet négatif et significatif sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali à long terme. Le résultat obtenu est en harmonie avec les travaux passés. Ces travaux soutiennent que les conflits armés réduisent les recettes fiscales (Gupta et al. 2002 ; Addison et al. 2004 ; Besley et Persson ,2008 ; Rodríguez ,2016 ; Ndoricimpa ,2021). Par contre, à court terme, les conflits n'ont aucune influence sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali. Les variables de contrôle telles que les valeurs retardées d'une et deux périodes, la part courante et passée de l'industrie dans le PIB agissent positivement et significativement sur la mobilisation des recettes fiscales au Mali. Au regard de ces résultats, il faut promouvoir la paix qui est le garant de la sécurité. La sécurité facilitera le redéploiement des agents des impôts sur l'ensemble du territoire afin de recouvrer plus d'impôts. La sécurité permettra aux citoyens de vaquer librement à leurs activités, ce qui leur permettra de payer leurs impôts. La sécurité surtout dans les zones d'insécurité permettra à l'Etat d'élargir son assiette fiscale.

References

- Addison, T., Chowdhury, A.R., and Murshed, S.M. (2004). The Fiscal Dimensions of Conflict and Reconstruction. In Tony Addison et al. and Roe, eds., *Fiscal Policy for Development: Poverty, Reconstruction and Growth*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 260-273.
- Agbeyegbe, T., J., Stotsky et A., Mariam. (2004). Trade Liberalization, exchange rate changes and tax revenue in sub-saharan Africa. *IMF Working Paper, WP/04/178/31p*.
- AMAO. (2011). Effort fiscal dans les pays de la CEDEAO. Décembre.
- BAD. (2020). Leadership et partenariats pour un monde qui en a besoin. *Rapport annuel (2020)*.
- Bayale, N. (2022). Empirical Investigation into the Determinants of Foreign Aid in Sahel Countries: A Panel Bayesian Model Averaging Approach. *Defence and Peace Economics*, 33(3), 306-326. <https://doi.org/10.1080/10242694.2020.1827184>.
- Bayale, N., & Gado, S.M.B. (2023). Quelle politique budgétaire face à la recrudescence des tensions sécuritaires dans le Sahel. *Revue d'économie du développement*, 2023/2(34), 5-39. Editions DE BOECK SUPERIEUR.
- Besley, T., & Person, T. (2014). State Capacity, Conflict and Development. *Econometrica*, 78 (1): 1-34.
- Besley, T., & Person, T. (2008). Wars and State Capacity. *Journal of the European Economic Association* 6 (2-3): 522–30.
- Boogaard, V., Van den, W., Prichard, N.M., & Benson, M. (2016). Tax revenue mobilization in conflict-affected developing countries”, *WIDER Working Paper 2016/155*.
- Busse, M., Bormann, A., & Grobmann, H. (2006). L'impact des accords de partenariat économique ACP-UE sur les pays de la CEDEAO : une analyse des effets commerciaux et budgétaire. Ed. *HWWA*, juillet, 72.
- Chowdhury, A., & Murshed, M.S. (2013). War and Fiscal Capacity of State. *Working Paper 2013-03*.
- CICR. (2008). Comment le terme « conflit armé » est-il défini en droit international humanitaire ? *Comité international de la Croix-Rouge (CICR) Prise de position*, mars 2008.
- Coulibaly, M. (2012). Perceptions populaires des causes et conséquences du conflit au Mali. *Document de politique générale de l'Afrobaromètre no 10*.
- Cornes, R., & Sandler, T. (1996). The Theory of Externalities, Public Goods, and Club Goods. *2nd edition, Cambridge: University Press*.
- Demontbrial, T., & David, D. (2023). Mali, année zéro : Restriction interne et externe. *Dunod*.
- Downing, B.M. (1992). The Military Revolution and Political Change: Origins of Democracy and Autocracy in Early Modern Europe. *Princeton, NJ: Princeton University Press*.

- Dunne,J., & Tiannan,P.(2015). Military Expenditure, Economic Growth and Heterogeneity. *Defence and Peace Economics*, 26 (1), 15-31.
- Elnahass, M., Marie, M. & Elgammal,M. (2022). Terrorist Attacks and Bank Financial Stability: Evidence from MENA Economies. *Review of Quantitative Finance and Accounting*, 59(1), 383-427.
- Ertman, T. (1997).Birth of the Leviathan: Building States and Regimes in Mediaeval and Early Modern Europe. *Cambridge: Cambridge University Press*.
- FMI.(2021).Mieux bâtir l'avenir. Rapport annuel.
- Ghani, A., & Lockhart,C. (2008). Fixing Failed States. *University Press*. Oxford.
- Gupta, S., Clements,B., Bhattacharya,R., & Chakravarti,S. (2002).Fiscal Consequences of Armed Conflict and Terrorism in Low and Middle-Income Countries. *IMF WP/02/142*.
- IMF. (1999).Sri Lanka: Recent Economic and Policy Developments. IMF, *Staff Country Report* November, 1999.
- Immurana, M., Rahman,A., & Idrissisu,A. (2013). The Impact of Trade Liberalization on Tax Revenue in Ghana: A Co-Integration Analysis. *Journal of Africa Development and Resources Research Institue*, Vol.3, No.3, 1-19.
- Ismail, A., & Amjad,S.(2014). Determinants of Terrorism In Pakistan: An Empirical Investigation. *Economic Modelling*, 37, 320-331.
- Khattry, B., & Rao, J,M. (2002). Fiscal Faux Pas? An Analysis of the Revenue Investigation. Tanzi eds, *Fiscal Policy in Open Developing Economies*. *Washington IMF*.
- Krieger, T., & Meierrieks,D.(2011). What Causes Terrorism? *Public Choice*, 147(1), 3-27.
- Kumar, G. (2017).Countries Military Expenditures: Definitions and Determinants .*Economic Affairs*, 62(4), 647-654.
- Leroy, M. (2007). Sociologie des finances publiques. Paris, *La Découverte Repères*.
- Maher, M., & Zhao, Y. (2021). Do Political Instability and Military Expenditure Undermine Economic Growth in Egypt? Evidence from the ARDL Approach. *Defence and Peace Economics*.
- Manamperi, N. (2016). Does Military Expenditure Hinder Economic Growth? Evidence from Greece and Turkey. *Journal of Policy Modeling*, 38(6), 1171-1193.
- Nagou, M., Bayale, N., & Kouassi, B, K. (2021). On the Robust Drivers of Public Debt in Africa: Fresh Evidence from Bayesian Model Averaging Approach.*Cogent Economics & Finance*, 9(1), 1860282. <https://doi.org/10.1080/23322039.2020.1860282>.

- Ndikumana, L. (2001). Fiscal Policy, Conflict, and Reconstruction in Burundi and Rwanda. *WIDER Discussion Paper* No. 2001162 (Helsinki: World Institute for Development Economics Research, United Nations University).
- Ndoricimpa,A. (2021). Tax reforms, civil conflicts and tax revenue performance in Burundi. *Scientific African* 13 (2021) e00927.
- Ndour,C,T.(2016).Libéralisation commerciale et recettes fiscales :analyse par quantile de régression sur données de panel en zone CEDEAO. *Revue d’Economie Théorique et Appliquée*, 6(2).
- OCDE, ATAF, CUA.(2022). Statistique des recettes fiscales en Afrique 2022 .
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of applied econometrics*, 16(3), 289-326.
- Pesaran, H. H., & Shin, Y. (1998). Generalized impulse response analysis in linear multivariate models. *Economics letters*, 58(1), 17-29.
- Pupongsak,S.(2009). The Effet of Trade Liberalization on Taxation and Government Revenue. *University of Birmingham Research Archive*.
- Ross, M, L. (2001).Does Oil Hinder Democracy. *World Politics* 53(3): 325-61.
- Rodríguez,F., & Diana. (2016). Internal Wars, Taxation and State Building. *American Sociological Review*, 81 (1): 190–213.
- Soifer, H, D.(2015). State Building in Latin America. New York. *Cambridge University Press*.
- Stotsky, J.G., & Mariam, A. (1997).Tax effort in Sub-Saharan Africa. *IMF Working Paper*, WP/97/107 73.
- Tilly, C. (1990). Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990 (Studies in Social Discontinuity). *Cambridge: Blackwell*.
- Tullock, G. (1967).The Welfare Costs of Tariffs, Monopolies and Theft. *Western Economic Journal*, 5, 224-32.